

Racisme 8

La gauche sioniste
en Allemagne

International 9

Yémen: justice
internationale
à Bab al-Mandeb?

International 10

Capitalisme
et narcotrafic
en Équateur

Histoire 15

L'État, la révolution...
ou le stalinisme?

Agriculture 4



Édito

Ukraine, an III

La guerre russe en Ukraine entre dans sa troisième année, et rien n'indique que Poutine ait changé son objectif initial, à savoir le démantèlement total de l'État ukrainien. En Occident, nombreux sont celles et ceux qui s'impatientent, évoquant la perspective que l'Ukraine doive céder des « terres » (et les personnes qui y vivent) en échange de la « paix ».

La fatigue de la guerre en Ukraine s'accroît en Occident, affirment les médias. Mais personne n'est plus fatiguée de cette guerre que les Ukrainien·nes elles-mêmes. Des dizaines de villes et des milliers de villages sont rasés. Des centaines de milliers de personnes, notamment des enfants, ont été déportées de force en Russie. Des millions de personnes ont dû fuir l'Ukraine et beaucoup d'autres ont été déplacées à l'intérieur du pays.

Le coût supporté par les Ukrainien·nes ne cesse d'augmenter. Mais il en va de même pour le désir persistant de voir leur résistance héroïque signifier quelque chose, d'affirmer leur choix pour un État où l'on peut être un·e citoyen·ne plutôt qu'un·e serf·ve. Tenu (à tort) pour acquis en Europe occidentale, ce droit doit encore être défendu les armes à la main dans la majeure partie du monde.

L'Ukraine est peut-être loin d'être l'endroit où un·e militant·e de gauche pourrait trouver l'incarnation d'un paradis socialiste sur terre. →

National 3

L'AVS N'A PAS BESOIN D'ÊTRE SAUVÉE

Mais ce qui compte, c'est que les Ukrainien·nes défendent le projet d'une société où le changement est possible. La Russie a, elle aussi, un projet : un monde où aucun changement n'est concevable et où aucune lutte n'a la moindre chance d'aboutir. Dans le jargon du Kremlin, il s'agit d'un « *ordre mondial multipolaire* », dans lequel chaque grande puissance autoproclamée aurait sa propre zone d'influence exclusive où elle pourrait exploiter la population et la nature en toute impunité, sans se soucier des normes et des règles internationales.

Poutine est, par essence, en train de former une Internationale d'extrême droite, en alignant des politicien·nes qui n'hésiteraient pas à démolir les mécanismes de sécurité internationale restants, en mobilisant aussi à cette fin le juste sentiment d'opposition à « *l'hypocrisie occidentale* » dans le Sud global.

En effet, les Nations Unies n'ont pas été en mesure d'apporter des solutions valables aux guerres en Ukraine, et encore moins à la guerre à Gaza, entravées par les vetos de la Russie et des États-Unis respectivement, alimentant ainsi une crise de confiance envers les normes et les principes censés être universels.

La réaction appropriée ne consiste toutefois pas à rejeter ces principes. Ce que les militant·es concerné·es par l'injustice doivent faire, c'est lutter pour l'universalité des normes et l'universalité des sanctions en cas de leur violation, et non pour leur destruction.

Si la puissance nucléaire peut faire tout ce qu'elle veut sans encourir de sanctions, qui choisira alors le désarmement ? Malheureusement, certain·es à gauche ont tendance à soutenir les dictateurs « opprimés » plutôt que les peuples qui luttent pour leur liberté, que ce soit contre une agression extérieure ou une oppression intérieure.

Dans le monde des impérialismes concurrents, le moins que nous puissions faire est d'écouter et d'amplifier les voix des gens comme nous – les travailleur·euses – et non les voix de ceux qui prétendent parler en leur nom, qu'ils soient du « Nord » ou du « Sud ».

Hanna Perekhoda

AGENDA

Genève

SA 24 FÉV.
LES PRISONNIER·ES POLITIQUES
DANS LE MONDE ET EN TURQUIE
Journée de conférences
9h-17h Uni Mail, Auditoire MR290,
Genève

MA 27 FÉV.
LE FIL ROUGE
Projection de *I, Daniel Blake*, (Ken Loach, 2016), suivi d'une discussion. Voir page 6
18h30 Cinélux, Genève
Org: Jeunesse solidaire – solidarités
Jeunes

MA 12 MARS
LE FIL ROUGE
Projection de *Sans Toit ni Loi*, (Agnès Varda, 1985), suivi d'une discussion.
18h30 Cinélux, Genève

Neuchâtel

SA 10 FÉV.
DES RETRAITES POUR VIVRE –
À L'AUBE D'UN TOURNANT ?
Journée syndicale de formation avec
Danielle Axelroux, Pierre-Yves Maillard,
Claudio Tonetti et Pietro Boschetti
dont le documentaire *Le Protokoll* sera
projeté au Casino-Théâtre (14h).
9h45-16h Salle Unia, Le Locle

VE 22 MARS
GRÈVE POUR L'AVENIR
Actions sur les lieux de travail
Divers lieux

SA 23 MARS
MANIFESTATION CLIMATIQUE
Dans le cadre de la mobilisation de la
Grève pour l'avenir
13h30 Gare de la Chaux-de-Fonds

Vaud

VE 23 FÉV.
SOIRÉE DE SOUTIEN POUR LE
CONTRE-SOMMET SUR LE NÉGOCE
DES MATIÈRES PREMIÈRES
Projection, débat, repas prix libre
18h Pôle Sud, Lausanne

MA 27 FÉV.
RETRAITES, TRAVAIL INVISIBLE,
BAS SALAIRES : LA PRÉCARISATION
DU TRAVAIL DES FEMMES
Café-politique avec Danielle Axelroux
et Gabriella Lima
19h Pôle Sud, salle Gibraltar, Lausanne

SA 16 MARS
CYCLE DE FORMATION
DE SOLIDARITÉS
Le parti et la stratégie politique
Intéressé·e mais pas (encore) membre ?
Envoie juste un mail à :
secretariat-va@solidarites.ch
14h salle de réunion du restaurant
Le Milan, Lausanne

NATIONAL

SA 10 FÉVRIER

MANIFESTATION STOP AU GÉNOCIDE À GAZA!

16 H

PARC DES CROPETTES, GENÈVE

SIGNEZ LE RÉFÉRENDUM CONTRE EFAS

ENCARTÉ DANS CE NUMÉRO

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum	Tirage	José Sanchez
5 000 exemplaires	17 n° par an	Thomas Vachetta
Editeur	Comité éditorial	Niels Wehrspann
Journal solidarités	Clara Almeida Lozar	Relecture
Case postale 2089	Nadja Baddoui	Luna Allouix
1211 Genève 2	Clément Bindschedler	Nathalie Delbourck
T +41 22 740 07 40	Carl Studer	Guy Rouge
E journal@solidarites.ch	Noémie Rentsch	Manolo Viarrier
W solidarites.ch/journal		Françoise Wos

Abonnements	Maquette et mise en page
Annuel	5 000 exemplaires
Étudiant·e·s, chômeur·euses, AVS/AI...	17 n° par an
3 mois à l'essai	Comité éditorial
Gratuit!	Clara Almeida Lozar
Pour payer:	Nadja Baddoui
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	Clément Bindschedler
CCP 17-216950-1	Carl Studer
Demander d'abonnement et changements d'adresse:	Noémie Rentsch
→ abos@solidarites.ch	

Contact régionaux du mouvement	Genève	Fribourg/Freiburg	Neuchâtel	Vaud
	25, rue des Gares	Case postale 532	Case postale 3105	5 place Chauderon
	Case postale 2089	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
	T +41 22 740 07 40	E fribourg@solidarites.ch	T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
	E info@solidarites.ch	E solidarites.ch	E ne@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
	W solidarites.ch/genève	W solidarites.ch/fribourg	W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/vaud

L'AVS N'A PAS BESOIN D'ÊTRE SAUVÉE

L'AVS va-t-elle faire faillite? La droite nous sauvera-t-elle de cette catastrophe? Entretien avec Danielle Axelroud, experte-fiscale engagée au collectif EconomieFéministe et à la Grève féministe (Suisse)

La campagne pour une 13^e rente bat son plein et la droite ne cesse de répéter que l'AVS est au bord de l'asphyxie. En ce début 2024, quel diagnostic fais-tu de l'état de santé de l'AVS? C'est un refrain qu'on entend depuis des années. Or, l'AVS est une institution solide qui se porte bien. La fortune de l'AVS augmente régulièrement. Depuis l'année 2000, elle a plus que doublé, passant de 23 à 47 milliards de francs à fin 2022.

Selon les calculs de l'Office fédéral des assurances sociales, la fortune de l'AVS continuera d'augmenter jusqu'à fin 2030, où elle dépassera les 67 milliards de francs.

La situation est bien différente en ce qui concerne le 2^e pilier : les rentes moyennes ont diminué de 300 francs par mois depuis 15 ans ! Mais la presse reste muette sur la fragilité des caisses de pension, qui sont tributaires des marchés financiers et qui font surtout vivre les assurances.

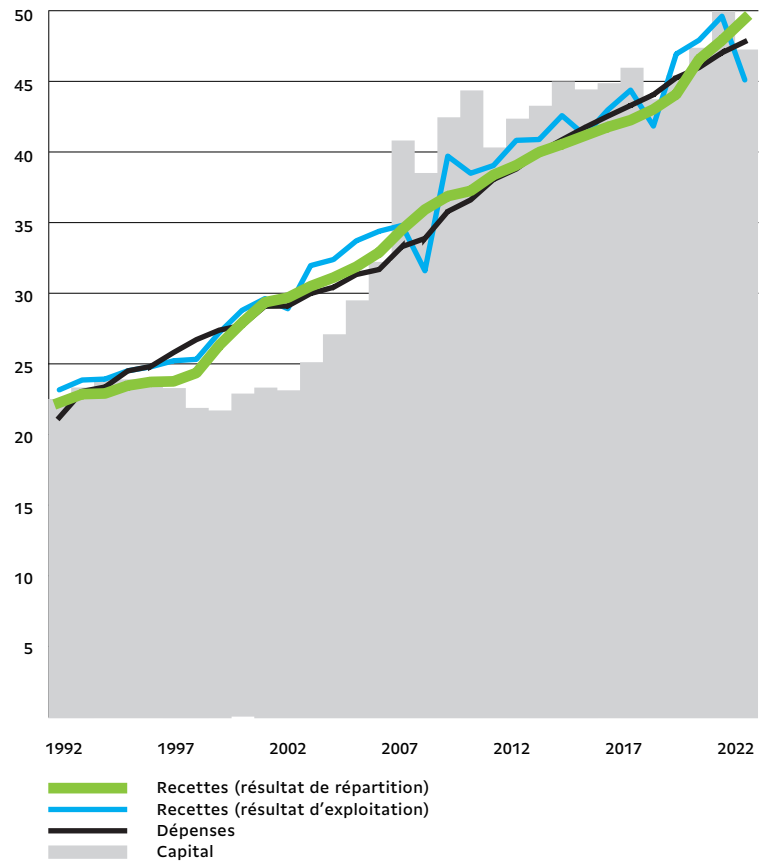
Mais alors, comment les chiffres catastrophistes avancés sont-ils calculés? Il faut faire très attention quand on regarde les chiffres annoncés. Le plus souvent, il s'agit du résultat de répartition, qui est la différence entre les cotisations, les versements de la Confédération, la contribution de la TVA et d'autres impôts d'une part, et les dépenses – les rentes versées – d'autre part. Mais la fortune de l'AVS – un montant loin d'être

négligeable – génère des revenus, intérêts et dividendes, qui représentent année après année environ un demi-milliard de francs. Ces recettes supplémentaires de l'AVS ne sont souvent pas prises en compte, ce qui noircit le tableau. Cela dit, les calculs prévisionnels de l'OFAS montrent jusqu'en 2029 un résultat de répartition positif – ceci même sans prendre en compte les revenus de la fortune. De plus, les prévisions de l'OFAS sont partielles. Elles n'intègrent par exemple pas le solde migratoire.

De toute manière, il faut être lucide. Le financement de l'AVS et des prestations sociales n'est pas fondamentalement une question d'argent : en cas de besoin, l'argent se trouve – pour soutenir l'économie pendant le confinement, pour sauver Credit Suisse, pour augmenter le budget militaire... C'est une question de volonté politique.

Le coût d'une 13^e rente s'élèverait à environ 4 milliards de francs. À partir de la situation que tu nous as présentée, est-ce beaucoup ou est-ce peu? La manière dont cette rente supplémentaire sera financée fera l'objet de discussions aux Chambres fédérales. Mais imaginons que la solution soit une augmentation des cotisations AVS, que le Conseil fédéral a estimée à 0,8 point dès 2032 (supporté par moitié par les entreprises et par les salarié·es).

COMPTE D'EXPLOITATION DE L'AVS, EN MILLIARDS



Rappelons d'abord que le taux de cotisations, fixé en 1975 à 8,4 % du salaire brut, est resté inchangé jusqu'en 2020, où il a passé à 8,7 %. Il représenterait donc dès 2032 9,1 % – donc 4,5 % pour les salarié·es.

Pour un salaire moyen, cette augmentation représenterait quelque 25 francs par mois, pour une augmentation de rente moyenne de l'ordre de 150 francs par mois. Un rendement sans concurrence ! Les primes d'assurance-maladie, elles, augmentent inexorablement. En 2024, la prime moyenne a augmenté de presque 40 francs par mois – qu'on gagne peu, ou qu'on gagne un saladier ! Les cotisations AVS sont, elles, proportionnelles au salaire.

Il est aussi intéressant de mettre le coût de la 13^e rente AVS en relation, par exemple, avec le travail non rémunéré : rien qu'en gardant leurs petit-enfants, s'ils étaient payés, les grands-parents gagneraient presque deux fois cette rente supplémentaire.

Rappelons-le : le débat autour de la 13^e rente AVS est un débat politique, dans un contexte où la volonté de la majorité de droite est de démanteler les prestations sociales :

- La réforme des prestations complémentaires, entrée en force en 2021, a réduit les montants versés et bien des bénéficiaires ont perdu leur droit aux prestations.
- AVS 21 a relevé l'âge de la retraite des femmes d'une année.

→ Une procédure de consultation est en cours sur une réforme visant à diminuer les rentes de veuves.

→ La commission de la sécurité sociale du Conseil national vient d'annoncer son intention de supprimer les rentes d'enfants de retraité·es.

Dans ce contexte, gagner la bataille de la 13^e rente AVS devient emblématique. Dire *oui* à cette initiative, c'est proclamer notre attachement à l'AVS et à un système de sécurité sociale qui tient compte des plus démunis.

Les opposant·es à la 13^e rente font beaucoup de promesses, qu'en penses-tu? On lit qu'il faudra améliorer les prestations complémentaires, mais je l'ai dit : la dernière révision de la loi sur les prestations complémentaires a entraîné une baisse importante des montants alloués aux bénéficiaires. La majorité bourgeoise aux Chambres fédérales n'a qu'un but : économiser sur les prestations sociales. Prétendre qu'on va améliorer les prestations complémentaires, c'est une promesse en l'air.

Et quid des promesses d'augmentation des rentes les plus modestes? Aucun contre-projet n'a pu trouver de majorité aux Chambres fédérales pour répondre à cette objection. En d'autres termes, la volonté d'améliorer les choses n'existe pas.

Propos recueillis par Marie Jolliet

REJOIGNONS LES AGRICULTEUR·ICES EN COLÈRE

Après les manifestations allemandes début janvier, la colère des agriculteur·ices a gagné l'Europe. En Suisse, la colère gronde aussi, mais la révolte est prise en étau entre la revendication d'amélioration des conditions de travail exprimée par la base et les institutions de défense professionnelle agricole, pieds et poings liées à l'économie libérale.

En France comme en Allemagne, et dans une moindre mesure en Suisse, les syndicats majoritaires font des mesures environnementales les boucs émissaires de la détresse paysanne. Mais la Confédération paysanne en France, de même qu'Uniterre en Suisse – membres toutes deux de La Via Campesina – portent d'autres lectures de la situation, et en dévoilent avant tout les enjeux économiques et systémiques : le sacrifice de l'agriculture sur l'autel du libre-échange et la concurrence déloyale qui en découle met à genoux les paysan·nes du monde entier, sans exception, pour profiter au complexe agro-industriel. Nous ne parlons pas ici des *agri-businessmen* que fabrique sciemment l'État et l'agro-industrie par l'agrandissement et la concentration des exploitations agricoles,

Vient ensuite la revendication de prix d'achat décents pour les producteur·ices. On assiste en effet à des courbes qui ne cessent de diverger, avec des coûts de production qui ne font que grimper – ayant pour cause non seulement l'inflation mais aussi des normes auxquelles il est de plus en plus onéreux de se soumettre – et des prix d'achat imposés par les grossistes qui ne font que chuter.

Cette situation est encore plus injuste en Suisse, où une troisième courbe est dotée d'une tendance à la hausse constante, celles des prix des aliments pour les consommateur·ices dans les supermarchés : les fameuses marges ubuesques de Coop et Migros, qui possèdent 80 % du commerce de détail en Suisse.

Un autre sujet de grogne de chaque côté de la frontière concerne le poids administratif et la bureaucratie, liés à l'attribution des aides de la PAC dans l'Union européenne et à leur pendant helvétique, les paiements directs. Cependant le véritable problème de ces subsides est que depuis leur mise en place ils sont décernés à l'hectare ou au cheptel, système qui encourage fortement l'agrandissement des fermes et la concentration d'une agriculture fortement mécanisée, gourmande en intrants chimiques et en technologie « de pointe », qui profite au complexe agro-industriel.

La faitière agricole suisse prise dans ses propres tenailles

La grogne a finalement atteint les campagnes suisses aux derniers jours de janvier, soufflée par un jeune agriculteur de la Broye vaudoise ayant ouvert un groupe sur Facebook intitulé « Révolte agricole suisse ». Les panneaux des villages ont été retournés et d'âpres débats virtuels ont eu lieu entre les paysan·nes sur les moyens d'action à privilégier pour faire entendre leurs revendications. Face à cette révolte timide, l'Union Suisse des Paysans (USP), qui tourne tout de même avec un budget annuel de plus de 15 millions de francs suisses, s'est contentée de lancer de vagues revendications relayées par une pétition Campax. Comme si ce n'était pas elle qui tirait les ficelles de toutes les institutions du monde agricole suisse. Un camou-

flet en réponse à la légitime colère de producteur·ices qui produisent souvent à perte. C'est du moins l'accusation que lui porte l'organisation paysanne indépendante Uniterre, qui défend les droits paysans et la souveraineté alimentaire, mais surtout, et depuis les années 1950, des prix équitables pour les agriculteur·ices. Uniterre a en effet dénoncé dans un communiqué de presse titré L'USP défend le libre-échange et non les paysan·nes, les intérêts contradictoires de la fédération : « L'année dernière, l'USP s'est alliée avec Économiesuisse, l'Union patronale et l'Union Suisse des Arts et métiers (USAM) au sein de Perspective Suisse. Les objectifs de ce nouveau groupe d'intérêt sont clairs : favoriser le libre-échange et la libre concurrence. »

Que défend vraiment le lobby agricole ?

Ce que nous avons constaté en passant du temps sur les groupes de discussion informels et virtuels de paysan·nes en colère en Suisse, c'est que dans les campagnes, la propagande de la droite libérale fonctionne de mieux en mieux, sans parler de l'extrême droite, autre vaste sujet. Malgré les torts causés par la Berne fédérale et leur légitime colère contre les gratte-papiers de l'OFAG, la confiance des agriculteur·ices en la démocratie semi-directe de notre pays et en leurs représentant·es au parlement reste peu entamée, et les dernières élections fédérales constituent pour beaucoup un véritable espoir.

Las, les résultats de certains votes du Conseil national depuis

les élections semblent sans appel, comme l'a communiqué Uniterre suite au rejet d'une initiative pour la création d'un organe de médiation indépendant (Ombudsman) qui aurait garanti un meilleur équilibre dans la négociation des prix et une protection face aux pratiques commerciales déloyales de la grande distribution. Cet organe n'a pas été soutenu par le soi-disant lobby agricole, alors que la concurrence déloyale et l'absence de transparence à la détermination des prix sont des revendications clés d'agriculteur·ices de différents bords.

L'épouvantail écolo

Ce que fait surtout l'USP, grâce à son statut, à sa puissance et sans doute au soutien de ses comparses de Perspective Suisse, c'est servir les intérêts libéraux et capitalistes, en évacuant la question de la transition écologique. Les grandes lignes stratégiques du lobby « paysan-libéral » pour arriver à ses fins, à savoir conserver ses privilèges, est de cliver la société en mettant constamment dos à dos paysans et écolos.

L'un des messages récurrents de ces dernières semaines parmi les agriculteur·ices qui tentent de s'organiser sans se laisser diviser montre à quel point cette stratégie a bien fonctionné. Alimentée aussi par une majorité d'écologistes encore très méprisant·es à l'égard des paysan·nes, qui continue à imposer à la chaîne des initiatives peu réfléchies, dont certaines furent qualifiées de « phyto-extrêmes » jusque dans





LES PAYSAN·NES NE SONT PAS TOU·TES LOGÉ·ES À LA MÊME ENSEIGNE

En Suisse, l'évolution des exploitations agricoles entre 2000 et 2022 montre des tendances significatives : une concentration des domaines et un recul du nombre total d'exploitations de 31%.

Le recul marqué du nombre de très petites exploitations de 3 à 5 hectares (-55 %) et une augmentation très nette du nombre de grosses exploitations (>100 ha, +170 %) illustre cette polarisation.

La surface moyenne exploitée était de 21,6 ha en 2022, en augmentation de 0,3 rapport à l'année précédente. Le plus grand nombre d'exploitations se trouvent dans la tranche de 10 à 20 ha (13 181 unités).

L'agriculture suisse est donc assez hétérogène, le·la petit·e paysan·ne n'est ainsi pas représentatif·ve de l'ensemble de la branche, contrairement à l'image idyllique largement répandue dans les médias ou la publicité.

La concentration des exploitations se fait sans surprise par le haut. Cette évolution conduit à une agriculture industrielle, avec toutes ses conséquences chimiques, mécaniques et financières, et vers la production d'un nombre limité de produits.

Les deux tiers de ces surfaces recouvrent des prairies permanentes (sans les alpages) ou temporaires, qui servent principalement à fournir du fourrage aux animaux de rente, matière première du complexe carno-lacté. Viennent ensuite les cultures de céréales, de maïs, de betteraves et les vignes, puis seulement les légumes en plein champ.

Ce modèle dominant va fortement déterminer tous les autres. L'agriculture bio demeure très minoritaire (une exploitation sur six), d'où les difficultés à faire accepter des initiatives anti-pesticides et pour la protection de la biodiversité dans le monde paysan.

les rangs plutôt verts d'Uniterre : « Il ne faut surtout pas faire chier les consommateur·ices, car dans six mois on vote sur la biodiversité et on ne peut pas se permettre de perdre ça. » Voilà le message le plus souvent rapporté dans les groupes de la révolte paysanne quand l'action directe est abordée.

Car oui, les paysan·nes ont peur des mesures écologiques qui leur tombent dessus sans consultation, et sans compensation digne de ce nom. De toute évidence, l'agro-industrie instrumentalise et alimente cette peur pour continuer l'utilisation de ses produits nocifs pour l'environnement.

Le lobby paysan-libéral instrumentalise à merveille la peur, et sans doute bien plus consciemment que le camp rose-vert, quoiqu'avec un résultat similaire, à savoir une polarisation brutale des citoyen·nes autour de la question de la transition écologique, pourtant nécessaire. En France, la FNSEA (syndicat agricole majoritaire) collabore depuis des années avec l'État pour promouvoir des solutions techno-industrielles et l'agrandissement des fermes. Pour apaiser la colère en janvier, Macron a quant à lui dealé avec la FNSEA la diminution des lois de protection environnementale, décision arrangeante pour le programme du président néolibéral. Les blocages ont continué, témoignant d'une fracture dans les revendications de la base.

Une mobilisation fertile

La France connut de nombreuses luttes paysannes historiques, dont

celle du Larzac. La Suisse en a aussi été marquée. C'était le cas à Saxon, il y a septante ans, quand 5000 personnes occupaient les rues, bloquaient des convois et vidaient des wagons de fruits étrangers avant de les incendier, faisant de ce village l'emblème d'un mal-être agricole. Uniterre a d'ailleurs été fondée à cette époque. Plus tard, la « guerre du fluor » – liée à l'industrie de l'aluminium qui déversait cet élément chimique sur les abricots valaisans – allait conduire au dynamitage de pylônes en 1980 et au déversement de pêches sur l'axe du Grand-Saint-Bernard en 1976. En héritage, la gare de Saxon a pris le doux nom de Place de la Révolte en juin 2019.

Récemment, le mouvement Grondements des Terres, en continuité de la Zad de la Colline, a pris à cœur les luttes paysannes en soutenant la mobilisation d'Uniterre contre Coop et Migros et leurs marges (et en dénonçant l'accaparement des terres par les entreprises privées ou par les golfs). Le président d'Uniterre, Maurus Gerber, a engagé un procès contre Elsa (Estavayer Lait, une filière de Migros) qui s'appropriait la prime fromagère censée être versée aux producteur·ices. Ces mobilisations sont fertiles et doivent porter un message alternatif à ceux de la faïtière agricole et leurs élu·es. Il est aujourd'hui urgent de se mobiliser avec les paysan·nes autour de l'essentielle question économique : protectionnisme contre libre-échange; prix justes contre concurrence; rémunération digne contre exploitation.

Le 3 février, une trentaine de tracteurs et deux cent personnes se mobilisaient à Genève, faisant suite à l'appel d'Uniterre. Le même jour à Bâle, cinquante tracteurs se mobilisaient. Plutôt que de focaliser sur les divergences autour de l'écologie, qui doit avant tout être reconquise par la base et dans la lutte, il est désormais temps de s'investir en soutien à ce mouvement et de prêter nos mégaphones aux paysan·nes. Et comme le disait le mouvement français des Soulèvements de la Terre dernièrement :

« L'écologie sera paysanne et populaire ou ne sera pas. La paysannerie disparaîtra en même temps que la sécurité alimentaire des populations et nos dernières marges d'autonomie face aux complexes industriels si ne se lève pas un vaste mouvement social de reprise des terres face à leur accaparement et leur destruction. Nous croyons aussi à la fécondité et à la puissance des alliances imprévisibles. Que le basculement peut venir de la rencontre entre les agriculteur·ices mobilisé·es et les autres franges du mouvement social et écologique qui se sont élevées ces dernières années contre les politiques économiques prédatrices d[es] gouvernement[s]. Le < corporatisme > a toujours fait le lit de l'impuissance paysanne. Comme la séparation d'avec les moyens de subsistance agricoles a souvent scellé la défaite des travailleur·euses. »

Elaine Müller (Uniterre)
Mathilde Marendaz (EàG)

José Sanchez
Sources: OFS

LE FIL ROUGE

La Jeunesse Solidaire lance un cycle de projections-débat.

Le cinéma est, depuis toujours, une des formes d'art les plus politisées. On ne compte plus les réalisateur·ices qui, à travers le monde, ont mis l'accent sur les luttes sociales en tous genres, faisant de leur caméra un outil plus ou moins explicite de transmission politique.

Mais le cinéma se distingue aussi par sa capacité à rassembler un public large, de milieux variés et de cultures différentes, bref : à unir les gens autour d'un film et, en ce qui concerne les projections du *Fil Rouge*, un thème politique.

Le *Fil Rouge*, c'est le nom du cycle de projections sur lequel nous travaillons depuis plusieurs se-

maines maintenant : chaque mois, de février à juin, au Cinélux (Genève), nous projeterons un film abordant un thème politique : féminisme, écologie, services publics, antifascisme.

Les projections seront accompagnées de débats, d'interventions, d'échanges avec des intervenant·es de tous horizons, mais surtout, avec vous ! L'objectif est double : d'abord, diffuser des films qui nous tiennent à cœur, à la fois divertissants et qui peuvent permettre de comprendre et de parler de sujets importants ; ensuite, faire vivre et faire connaître la Jeunesse Solidaire et ses combats au-delà de nos sphères militantes, et donc

amener de nouvelles personnes à nous rejoindre !

Ken Loach

Que reste-t-il à dire ? Et bien, que la première projection du *Fil Rouge* aura lieu le mardi 27 février 2024 au Cinélux ! Pour démarrer ce cycle en beauté, nous vous proposons de revenir aux bases avec l'un des cinéastes contemporains les plus engagés dans les luttes sociales, l'anglais Ken Loach avec le célèbre *I, Daniel Blake*. Le film raconte l'histoire de Daniel, un homme de 59 ans, menuisier, qui se voit interdit de travailler par ses médecins après un accident cardiaque. Dépourvu de revenus, il va

donc devoir faire appel à l'aide sociale, et se retrouve englué dans un inextricable chaos bureaucratique. Il fait ensuite la connaissance de Katie, une mère célibataire qui se retrouve dans une situation similaire, sans allocations : les deux vont s'aider mutuellement, en bataillant pour obtenir de quoi survivre. La projection sera à prix libre (minimum 5.-).

Agnès Varda

Le reste des projections du cycle *Fil Rouge* sera annoncé au fur et à mesure, mais vous pouvez d'ores et déjà noter la date du mardi 12 mars pour une projection liée au thème des personnes sans-abri avec l'important *Sans Toit ni Loi*, d'Agnès Varda.

Vive la lutte, vive le cinéma et rendez-vous le 27 février au Cinélux !

La jeunesse Solidaire

Toutes les informations sur les projections sur le compte instagram de la Jeunesse Solidaire (@jeunesse_solidairege)

AVIS DE TEMPÊTE SUR LE FRONT DU GRAND CONSEIL GENEVOIS!

L'arrogance de la majorité de droite et d'extrême-droite au Grand Conseil genevois n'a pas de limites. Les attaques ont lieu sur tous les fronts et de nombreux acquis sont en péril. En voici une liste provisoire, déjà lourde de conséquences pour la population, des objets sur lesquels nous allons prochainement voter, et d'autres pour lesquels de nouveaux référendums s'imposent :
→ Nouveau cadeau fiscal sur la fortune des entreprises (loi 13 345)

→ Suppression de la protection des salarié·es du secteur public contre les licenciements injustifiés.
→ Lois « corsets » (12 574, 12 575) visant à déconnecter des besoins de la population le développement des prestations du Canton (santé, éducation, sécurité, etc).
→ Diminution du temps de formation pour les futur·es enseignant·es de l'école primaire

→ Augmentation des heures d'enseignement pour les professeur·es du cycle d'orientation

Et nous allons voter notamment sur les points suivants :

→ Suppression de l'obligation de respecter les usages en droit du travail dans le secteur de la petite enfance
→ Démantèlement de l'accord sur le PAV validé en votation populaire en 2018 (12 290 et 12 291)

Face à la gravité de ces attaques, il est indispensable de nous mobiliser massivement pour barrer la route à cette entreprise de régression, qui touche les prestations des services publics, ainsi que l'accès à des ressources essentielles comme le logement, le social et l'éducation.

Soyons prêt·es à nous mobiliser. Les formulaires et documentations vous parviendront sous peu, merci de les faire circuler et faire signer les référendums largement !

La Coordination genevoise

Eric Roset



Les enseignant·es du Cycle d'orientation se sont mis en grève lundi 5 février 2024.



Investissement du bâtiment par le collectif Espacito

Neuchâtel En mouvement

LIEU SANS PROJETS ET PROJETS SANS LIEU

Le 18 janvier, le collectif Espacito a occupé un bâtiment vide au centre-ville de La Chaux-de-Fonds pour y créer un espace autogéré. Devant une trentaine de personnes venues

en soutien, quelques journalistes et une dizaine de policier-es, la banderole « *Espace vide vivant* » a été déployée sur la façade de cet immeuble de quatre étages. Ancienne propriété d'une entre-

prise en faillite, le bâtiment laissé à l'abandon depuis plusieurs années est maintenant aux mains de l'Office des faillites de Zurich.

Espacito appelle à la création d'un espace hors des logiques

marchandes. La ville fourmille de projets n'ayant pas les moyens ou l'envie de s'inscrire dans la logique capitaliste, alors que ce même système crée des espaces vides à foison. C'est le cas à La Chaux-de-Fonds comme ailleurs.

Imaginé comme une fabrique d'autonomie pour la population, le collectif et ses nombreux soutiens (dont une pétition signée par plus de 600 personnes en 48 heures) espéraient voir naître un lieu socioculturel politisé, fait de rencontres, d'échanges et de solidarité. Après une semaine d'occupation, les idées foisonnaient : lieu d'organisation pour différentes associations, espace enfantex-parentex, magasin gratuit, bibliothèque et radio libres, représentations théâtrales, débats, projections, etc.

Las ! L'Espace autogéré a été évacué par la police dans la matinée du 1^{er} février. Si ce premier épisode a tourné court, il aura permis de ranimer le débat entre les droits d'usage et la sacro-sainte propriété privée.

Interpellée, la ville botte actuellement en touche : nous l'encourageons à se saisir véritablement de la question des bâtiments vides, ainsi qu'à favoriser les projets porteurs de sens – avant le profit.

Nathalie Delbrouck Mathilde Hofer
Espacito sur Telegram : @espacito_cdf

Vaud En mouvement

LES BOURLA-PAPEY NYONNAIS

Une organisation à la gauche du PS et des Vert-es est en train de se former à Nyon.

À Nyon, une petite bande répondant au sobriquet de « Bourla-Papey nyonnais » commence à bouger. Et elle entend bien faire parler d'elle. Son objectif : faire entendre la voix de la gauche dans le paysage politique nyonnais sans s'astreindre uniquement aux seuls espaces consacrés de la politique politicienne.

Dans ce tout jeune stamm, plusieurs jeunes de la région. La plupart sont des vieux potes d'études, un seul s'est véritablement emporté avec passion dans la politique, Pierre Patelli. Les autres sont politisé-es, ont lu leur Marx mais confessent, un peu honteux, une

« *praxis quelque peu défaillante* ». Iels étaient un peu dans cette manière d'être très vaudoise dont parle Ramuz dans la *Guerre aux Papiers* (1942) : « *on est toujours au commencement de faire, on se propose de faire plutôt qu'on ne fait. On est sur le point de se mettre à essayer; on réfléchit longtemps avant d'essayer.* »

Une chose se met en place, puis une autre. À l'initiative également, et déterminante, une nouvelle Nyonnaise, Celtia Concha : « *Fraîchement installée à Nyon, je vois la création d'une association comme une opportunité pour mieux connaître mon nouveau lieu de vie, de m'y impliquer*

activement et de rencontrer des personnes engagées qui partagent mes valeurs et convictions militantes ». Les circonstances étaient réunies : l'occasion était trop belle pour demeurer à ne rien faire.

Leur mode d'action ne réinvente pas la roue, iels n'en ont pas la prétention. On s'inspire de ce qui se fait ailleurs, de ce qui marche, et on le fait à Nyon. Donc il y aura les classiques conférences et débats, projections de films et discussions. À leur actif déjà une conférence préparée au pied levé sur le conflit israélo-palestinien, et un visionnage bien suivi du film suisse et anarchiste *Unrueh* (2022).

Sont en cours d'organisation, dans une veine plus conviviale inspirée de la bande à Ruffin, une espèce de guinguette de premier août dans les quartiers populaires, ou encore un bal pour les personnes âgées, trop souvent isolées, en écho avec la votation sur les retraites.

Si toutes ces occasions sont déjà des événements politiques en eux-mêmes, un projet d'enquête militante se met en place. En tendant l'oreille, en écoutant les préoccupations, les joies, les ennuis, les espoirs qui se disent en creux, ne serait-il pas possible de traduire (sans trop trahir) ces demandes dans le langage plus formel de la politique ?

Les Bourla-Papey nyonnais n'entrevoient pas (encore) de brûler les papiers comme le firent leurs inspirateurs vaudois en 1802, mais gagnons qu'ils et elles feront de leur mieux pour donner souffle et coups de tisons sur les braises – conviviales ! – de la lutte.

Des camarades de Nyon

Le Bourla-Papey sur Instagram : @bourla.papey.nyonnais



Veille contre l'antisémitisme, contre-manifestation à celle en solidarité avec le peuple palestinien, Berlin, 2 décembre 2023

International Racisme Histoire Allemagne

UNE GAUCHE SIONISTE? L'EXCEPTION ALLEMANDE

Alors que l'Allemagne persiste dans son soutien indéfectible à Israël et dans le déni total du génocide, la gauche est en conflit sur la question. De plus, une partie de la gauche allemande est historiquement pro-sioniste. Comment ce courant, antideutsch, est-il né? Entretien avec Nathaniel Flakin, résident à Berlin, militant chez Left Voice et auteur du guide *Revolutionary Berlin*.

Pour contextualiser d'abord, pourrais-tu expliquer le contexte en Allemagne concernant la Palestine et le génocide en cours à Gaza?

L'État allemand et sa classe dirigeante offrent un soutien diplomatique et militaire illimité à Israël. L'Allemagne, encore plus que le gouvernement étasunien, s'oppose fermement par exemple à toute sorte de demande de cessez-le-feu à Gaza. Le gouvernement allemand est bien plus pro-israélien que ne l'est actuellement le gouvernement étasunien.

En comparaison à des pays comme les États-Unis qui ont un mouvement pro-palestinien très actif, beaucoup de personnes allemandes sont incertaines face à la situation. La faute à une énorme répression, concentrée en grande partie sur les immigrées, les personnes racisées et juives. Nous devons comprendre le mouvement antideutsch dans

ce contexte, même s'il a des racines très différentes.

Peux-tu nous parler des racines du mouvement antideutsch?

Ce mouvement trouve ses origines vers 1990. L'effondrement du stalinisme est brutal pour la gauche dans le monde entier, mais d'autant plus en Allemagne. Cela entraîne une énorme poussée du nationalisme allemand et un renforcement important de l'État. Il y a de nouveau une possibilité réaliste pour un impérialisme allemand, qui a déjà déclenché deux guerres mondiales.

Ce coup porté à la gauche entraîne beaucoup de désespoir et de confusion, surtout chez les maoïstes. Contrairement au contexte français, où le trotskisme dominait à gauche, ce sont les maoïstes qui ont principalement canalisé l'énergie de 1968. Très puissant en Allemagne de l'Ouest

dans les années 1970, le courant avait largement diminué dans les années 1980. Autour de 1989-1990, cette attitude pessimiste conduit les maoïstes restant-es à développer des analyses sur une essence de la nation allemande et du peuple allemand. Pour simplifier, cette essence conduirait toujours l'Allemagne vers le fascisme et l'antisémitisme. Cela se traduit par un changement de priorités. Plutôt que d'avoir une position internationaliste et de lutter pour le communisme mondial, la principale priorité est de s'opposer à l'impérialisme allemand. C'est de là que vient le terme *antideutsch*.

Quand commencent-ils à se différencier du reste de la gauche?

Au milieu des années 90, beaucoup de débats ont lieu en Allemagne sur sa responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale mais aussi sur la souffrance des civil-es

pendant celle-ci. Un des slogans provocateurs antideutsch célèbre la destruction de Dresden en 1945: «*Bomber Harris, Do it Again!*»

C'est une rupture claire avec la gauche, qui avait une relation critique avec les actions des Alliés. Puis en 1999, leur opposition totale aux bombardements de l'OTAN – censés stopper le génocide au Kosovo – les mène à soutenir Slobodan Milošević. Selon les Antideutsche, l'OTAN l'attaquait parce qu'il était celui qui gardait le drapeau rouge flottant en Europe. Leurs idées ont toujours été bizarres.

Les Antideutsche sont principalement connus pour leur soutien à Israël. Quand cela est-il devenu l'une de leurs priorités?

Pendant la deuxième intifada commencée en 2000, iels se positionnent extrêmement fortement en faveur d'Israël et du sionisme. Le mouvement a une base antifa – qui se définit par opposition au fascisme – qui semble se dire: «*qu'est-ce que les fascistes font en ce moment? Faisons le contraire.*» Il y avait en effet quelques nazi-es qui se sont alignés sur l'insurrection palestinienne. Mais ils n'étaient pas majoritaires, beaucoup de nazi-es voyaient Israël comme des blanches et blancs se battant contre des Arabes.

Compte tenu que l'immigration non blanche en Allemagne était devenue un sujet central pour l'identité nazie, ce n'est pas surprenant. Les nazi-es étaient divisé-es, mais les antifas pouvaient donc dire que les nazi-es soutiennent la Palestine, donc il faut soutenir Israël. Et dans la même continuité, les Allemand-es détestent les Juifs-ves, donc ils soutiennent la Palestine, donc antifa doit soutenir Israël. C'est à ce moment-là que beaucoup de gauchistes ont commencé par exemple à attaquer violemment des gens qui portaient une keffiyeh.

Et l'ironie de tout cela est que l'étiquette «*anti-allemand*» n'était déjà pas adaptée, car le gouvernement allemand était très fortement en faveur d'Israël. Par exemple, le parti conservateur CDU a toujours été particulièrement favorable à Israël, mais aussi divers journaux. Le plus grand tabloïd d'Allemagne, le populiste *Bild*, a été le fer de lance du soutien à Israël. Dans ce contexte, se décrire comme Antideutsch et avoir, juste par coïncidence, la même priorité que l'un des plus grands médias de droite est une contradiction assez évidente.

Propos recueillis par **Seb Zürcher**
Version intégrale sur notre site

JUSTICE INTERNATIONALE À BAB AL-MANDEB ?

Depuis le 19 octobre, le mouvement yéménite Ansar Allah – connu sous le nom des houthistes – a lancé plusieurs missiles vers le port israélien d’Eilat, puis des dizaines d’attaques contre des navires marchands naviguant en mer Rouge via le détroit de Bab al-Mandeb. Que recherchent les houthistes avec ces attaques, et quelle est l’efficacité de leurs frappes pour arrêter le génocide israélien ?

Les imams du clan des Sada (élite des descendants du prophète) ont dirigé des parties du Yémen à partir du 9^e siècle avant d’être renversés par des officiers républicains en 1962. Dans le sud, le protectorat britannique (1839–1967) a été remplacé par une république pro-soviétique. En 1990, les deux parties du Yémen se sont unies.

Qui sont les houthistes ?

Le mouvement a été fondé en 1992 dans l’extrême-nord montagneux du pays en tant que mouvement religieux contre le gouvernement central. Parlementaire depuis 1993, Hussein al-Houthi a commencé à promouvoir la croyance de l’époque pré-1962 de l’imamat, selon laquelle les Sada avaient un droit inné au pouvoir. Les disciples d’al-Houthi ont également critiqué le gouvernement de l’autocrate Saleh pour la corruption et ses liens trop étroits avec les USA et Israël.

Le mouvement, se présentant comme luttant pour la justice sociale et pour les montagnards, est entré en 2004 dans une série de confrontations armées avec le gouvernement après la tentative d’arrestation d’al-Houthi et son assassinat peu après. Vers 2009, les houthistes deviennent partenaires de Téhéran.

En 2011, le successeur et le frère de Hussein, Abdel Malik, rejoint les soulèvements arabes. Il profite du vide du pouvoir pour s’emparer de la capitale, Sanaa, en 2014.

Bien que les houthistes déclarent privilégier la république et ne pas chercher à faire revivre l’imamat, au cours des dix dernières années de leur règne, les Sada ont acquis une position privilégiée dans les postes politiques et militaires. Les houthistes dirigent les deux tiers de la population du Yémen avec une emprise serrée, écrasant toute opposition à la racine.

Pourquoi leurs attaques se poursuivent-elles ?

Depuis 2015, Ansar Allah attaque les navires marchands et ceux de la coalition saoudienne ennemie. Ansar Allah, dont l’idéologie est centrée sur la lutte contre l’impérialisme occidental et la libération de Jérusalem (en alliance avec l’impérialisme iranien), rêve depuis des années d’une confrontation avec les États-Unis et Israël.

Sous prétexte d’une guerre avec l’entité sioniste, l’escalade a déjà permis de recruter entre 20 et 45 000 combattants, une augmentation des forces nécessaire à leur guerre interne avec le gouvernement officiel.

Les frappes de représailles contre le pays par la coalition britannico-étasunienne ont contribué à la légitimité des houthistes à l’intérieur. La confrontation avec un ennemi extérieur rapproche les Yéménites et les éloigne des problèmes in-

ternes tels que le désastre humanitaire en cours.

En l’absence de mesures tangibles par des dirigeants arabes pour mettre fin au génocide israélien à Gaza, les frappes des houthistes sont incroyablement populaires auprès des Yéménites comme dans le monde arabe, et même les ennemis domestiques des houthistes soutiennent leurs frappes. En outre, les attaques affaiblissent l’économie saoudienne, perturbent davantage la stabilité régionale et augmentent le poids des houthistes dans les négociations de paix.

Les attaques nuisent-elles à l’économie israélienne ?

À la mi-décembre, le seul port israélien sur la mer Rouge, Eilat, a signalé une baisse de 85 % de son activité depuis le début des attaques houthistes. Cependant la majeure partie du commerce israélien passe par la Méditerranée, de sorte que l’économie n’a pas encore été sérieusement affectée par les attaques venues du Yémen.

Or, depuis octobre, le commerce maritime israélien a subi des coûts qui ne sont pas directement liés aux attaques des houthistes. Ainsi, le port méditerranéen d’Ashdod, par lequel transite 40 % du commerce maritime israélien, a souffert économiquement. Le plus grand port pétrolier d’Ashkelon a été fermé dès les premiers jours de la guerre.

À l’échelle globale, environ 15 % du commerce mondial transite par la mer Rouge. Depuis les frappes des houthistes, le trafic dans la mer a chuté de plus de 40 %, perturbant les chaînes d’approvisionnement mondiales. À la demande de Tel-Aviv, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont créé en décembre une coalition de 10 États sous prétexte de protéger la liberté de navigation maritime. Le 11 janvier, la coalition a commencé à mener des frappes aériennes au Yémen. Le 19 février, une mission de l’UE doit entrer en mer Rouge « à la demande de nombreuses entreprises européennes ».

Stratégie de boycott

Il est peu probable que le blocus houthiste mette un terme au génocide sioniste. La stratégie de boycott de l’entité coloniale consiste à faire pression sur les endroits les plus vitaux pour Israël en termes économiques, politiques, réputationnelles. D’autant plus que la décision de la CIJ, selon laquelle Israël plausiblement commet un génocide, impose aux pays partenaires l’obligation légale de cesser toute coopération.

Nadia Badaoui

Manifestation en soutien au peuple palestinien et contre les frappes occidentales contre le Yémen. Sanaa, 29 janvier 2024. Au centre, le portrait d’Abdel Malik al-Houthi. Des millions de personnes défilent tous les vendredis dans le pays.



CAPITALISME ET TRAFIC DE DROGUE: DEUX FACES D'UNE MÊME MÉDAILLE

L'Équateur connaît une vague de violence de la criminalité organisée résultant d'une conjoncture complexe, déterminée par l'augmentation de la pauvreté, les nouvelles voies de diffusion de la drogue dans le monde, et l'émergence d'une narco-bourgeoisie locale.

L'une des conséquences d'une crise mondiale du capitalisme dans sa version néolibérale est la décomposition et la rupture du pacte social entre les classes hégémoniques, les peuples et les blocs.

Dans ce scénario, le gouvernement de Daniel Noboa a décidé de faire face à la vague de narco-banditisme qui étouffe l'Équateur par la déclaration d'un conflit armé interne, en appliquant le principe « la violence se résout par plus de violence ». En d'autres termes, Noboa a déclaré la guerre contre les pauvres, financée forcément par les pauvres, soutenue par la classe moyenne et certains secteurs subalternes qui ont accepté le discours répressif du gouvernement.

L'expérience mondiale montre que plus de 40 ans de guerre contre la drogue ont été un échec. L'industrie des psychotropes, la population consommatrice, le blanchiment d'argent et la fragmentation sociale ont augmenté. La Colombie, le Mexique et le Pérou sont des exemples notables du fiasco de cette stratégie, menée par les États-Unis, autrefois le premier consommateur mondial de la drogue.

Cocaïne, géopolitique et spectacle

Au-delà du spectacle de la violence que traverse l'Équateur depuis longtemps, motivé par le récit du record de pouvoir existant par les « criminels à l'apparence cuivrée,

habitants des de bordels diaboliques », le fond du problème est que la cocaïne n'arrête pas de circuler dans les principaux ports, les élites économiques continuent de bénéficier des exportations et que l'argent continue d'être blanchi.

Comment des milliards de dollars peuvent-ils être blanchis, sinon par le biais du système financier et de l'économie réelle (immobilier, agro-industriel, minier, commerce)? En bref, les factions vivant à Samboron et Cumbay (quartiers riches de Guayaquil et de Quito) continuent de devenir plus puissantes, en connivence avec des bandes locales et des cartels transnationaux (Sinaloa, Cartel Jalisco Nueva Generacion, Albaneses, entre autres).

La déclaration de conflit armé interne du gouvernement a éludé le problème central : l'économie bourgeoise de la drogue. Dans la pratique, cela se traduit par une guerre contre les pauvres et non contre le trafic de drogue. Nous n'avons pas vu la bourgeoisie du trafic de drogue des riches citadelles être appréhendée et maltraitée. Toutefois, nous observons constamment la militarisation et l'humiliation des secteurs populaires. Dans cette tragédie, les jeunes pauvres et racialisés-es ont été instrumentalisés-es.

La dichotomie entre mauvais et bons est exacerbée : les premiers, les terroristes (présumés pauvres, les Noir-es, les cholos, les montuums [indigènes et métis, ndt],

les criminels, les travailleurs-euses précaires, les jeunes hommes, les femmes objectivées, les groupes organisés; en fin de compte, ceux d'en-bas). Les seconds, le pouvoir-réellement-existant (qui tire parti de l'idée de l'Équateur ou de l'unité nationale pour justifier ses intérêts). Aux peuples présentés comme subalternes : humiliations publiques, mauvais traitements, coups, torture, sévices, meurtres. Tout cela retransmis avec méticulosité par l'intermédiaire des grands médias.

Il y a d'autres aspects plus spécifiques pour comprendre la carte chaotique du trafic de drogue en Équateur :

- ① La paix en Colombie a perturbé la zone nord, réduisant le fonctionnement de l'administration à des critères idéologiques (les ancien-nes de la guérilla communiste FARC-EP, avec maintenant des dissidences faibles et atomisées) et la croissance de plusieurs bandes de narco-paramilitaires.
- ② Le meurtre en décembre 2020 d'alias Rasquia (le chef du cartel de Los Choneros) a fragmenté la carte des gangs en plusieurs groupes (Tiguerones, Chonekillers, Los Fatales, Eagles, etc.) qui se sont battus pour leur territoire contre des groupes d'origine différente comme Los Lobos.

- ③ L'arrivée de cartels mexicains visant à étendre le marché de l'exportation de coca en Europe, car il est plus commode de le transporter à partir de l'Équateur dollarisé [depuis l'an 2000, ndt] que du Pérou ou de la Colombie, en plus de la transmission du savoir-faire en matière de trafic de drogue, la pédagogie de la terreur et de la formation des écoles de la mafia albanaise.
- ④ La pauvreté désespérante qui afflige principalement les quartiers de la côte équatorienne (où le développement du capitalisme a traditionnellement été brutal) qui, surtout, a facilité le recrutement de jeunes dans les bandes narco-criminelles qui leur offrent, au moins un salaire minimum et une existence, même si elle est brève.

Narcobourgeoisie

Comme dans d'autres domaines de l'économie capitaliste, les groupes économiques investissent dans certaines branches de production et des marchés rentables (qu'ils soient légaux ou amoraux/immoraux), diversifient les activités et, en l'occurrence, blanchissent des milliards de dollars provenant d'activités criminelles. Le narco a pénétré l'économie d'un pays dollarisé, une situation qui s'illustre en particulier dans l'exploitation minière.

Les données provenant de la présence intensive de cette activité



dans les zones subtropicales du sud du pays mettent en évidence le niveau de pénétration de l'un des gangs locaux, Los Lobos, allié à un cartel transnational, celui de la nouvelle génération de Jalisco. Ils contrôlent directement 20 concessions minières, tandis que dans 30 autres, ils exercent leur pouvoir en extorquant les concessionnaires. Rien que dans cette région du pays, Los Lobos sont liés à au moins 40 mafias minières locales, ce qui représente 3,6 millions de dollars par mois (Public Eye, 2024). De leur côté, Los Choneros blanchissent leurs ressources par le biais de la gestion immobilière et de travaux publics, et la mafia albanaise dans le système financier national (coopératives et banques).

Au cours des cinq derniers gouvernements, la pénétration de l'industrie de la drogue en Équateur s'est accrue: certains bilans suggèrent que l'éventuelle entrée dans l'entente de Sinaloa a eu lieu sous le gouvernement de Lucio Gutiérrez [Président de 2003 à 2005, ndt]. Durant cette période, la pauvreté s'est étendue sous le règne du néolibéralisme, qui s'est accentué, entraînant un démantèlement systématique de l'État, des coupes budgétaires et la perte des droits acquis. En outre, comme cela est caractéristique en Équateur, l'élite dirigeante, en l'absence d'un projet de classe commun, s'est enfermée dans des différends qui ont désagrégé le tissu social.

L'augmentation de la précarité a créé un terreau fertile aux phénomènes associés à l'économie du trafic de la drogue. Toutefois, compte tenu de la capacité d'adaptation du capital (Marx), l'activité du trafic de drogues s'est progressivement greffée sur les besoins du capitalisme équatorien du point de vue de l'accumulation économique, de la domination de l'État et de la fabrication du consentement de la population à l'élargissement de la stratégie répressive.

Dans ce tourbillon, le gouvernement saisit l'occasion de se légitimer dans la perspective de sa réélection en 2025, par la victimisation («*la violence des narcos est un héritage des gouvernements précédents*»), l'exécution de coups d'État sous fausse bannière ou par l'approfondissement de la violence (utilisation de groupes rivaux, terrorisme comme ressource politique, etc.).

Réponses possibles

Il est naturel que l'état des choses soit présenté comme un casse-tête pour les organisations populaires. Il s'agit de prendre en considération de nouveaux éléments d'orientation. Premièrement, l'escalade du trafic de drogue n'a pas été générée par les secteurs populaires: les responsables s'articulent autour de la bourgeoisie de la drogue. La gauche n'a pas mis en garde contre ce scénario et organisé les secteurs pauvres les plus susceptibles d'être

recrutés par les bandes des barrios (quartiers) dans une opposition aux transformations de l'économie capitaliste, dont le trafic de drogue est un aspect. Deuxièmement, la nécessité d'insister sur les processus d'unité par en bas, avec l'objectif d'accumuler des forces et à faire face au projet offensif global de ceux d'en-haut, en se démarquant du récit de l'unité nationale.

D'autres revendications spécifiques apparaissent:

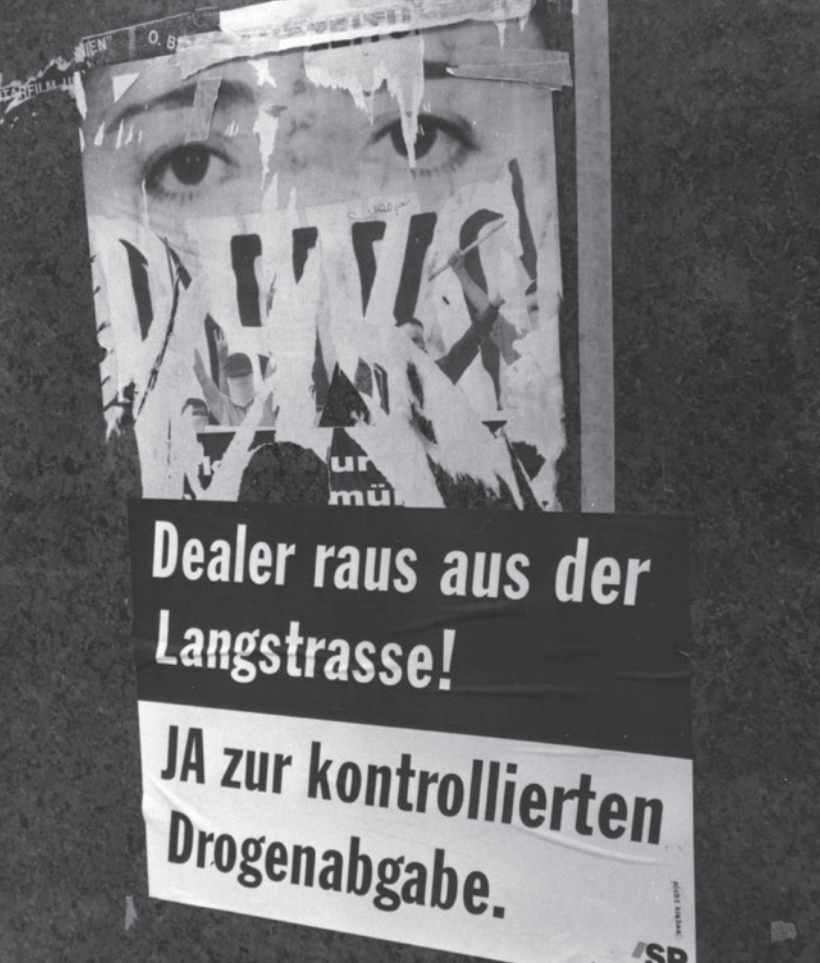
- L'opposition au trafic de drogues développé par des groupes économiques liés aux cartels transnationaux et aux bandes criminelles locales, en collusion avec les gouvernements.
- La défense des territoires des nationalités et des peuples où existe un tissu social organisé à travers des gardes communautaires, indigènes et populaires.
- Le refus de la construction de prisons dans les territoires où des structures d'organisation sociale sont présentes, comme les provinces de Pastaza et de Santa Elena.
- Un changement dans la stratégie antidrogue de l'État. La concentration de dispositifs coercitifs favorise la corruption des institutions publiques et privées, en masquant les conditions sociales précaires de la majorité de la population touchée et augmente la violence incontrôlée.

- La lutte contre la stratégie de déréglementation du travail et les réformes antipopulaires que le gouvernement tente d'imposer dans ce contexte, sous le prétexte du financement de la guerre. Ce sont les riches qui ont provoqué l'éclosion du trafic de drogue, à eux d'en assumer les conséquences.
- La dénonciation des pratiques racistes et la criminalisation de la pauvreté, qui humilient les secteurs populaires et cherchent à dissimuler les conditions de misère dans lesquelles vit la majorité de la population équatorienne.

En fin de compte, le trafic de drogue en Équateur est une manifestation agressive du capitalisme néolibéral, un point de non-retour entre la barbarie et une transformation profonde du pays. Il confronte la narco-bourgeoisie et un secteur subalterne, dont le principal point de référence pour la mobilisation est le mouvement indigène.

Les déclarations du Président de la République, édulcorant l'évidente instrumentalisation du scénario pour accentuer les mesures anti-populaires, illustrent clairement que l'objectif n'est pas le narcotraffic, mais celles et ceux d'en-bas.

Andrés Tapia Arias Kichwa amazonien de la province de Pastaza, CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes d'Équateur)
Andrés Madrid Tamayo Professeur à l'Université centrale d'Équateur
 Paru sur *Viento Sur* le 25 janvier 2024
 Traduction: José Sanchez



«Dealers, hors de la Langstrasse! – Oui à la distribution contrôlée de stupéfiants», affiche du PS contre le référendum lancé par l'UDC pour interrompre la distribution contrôlée d'héroïne à Zurich en 1996 (projet accepté).

National Santé Histoire

LA MORT COMME CONDITION DE PRISE EN CHARGE

Si la Suisse est aujourd'hui reconnue internationalement pour sa politique des « quatre piliers » qui a pavé le chemin à toute approche sérieuse de la prise en charge des addictions, ce n'est pas par bonne volonté que le pays l'a développé.

Les scènes ouvertes helvétiques ont profondément marqué l'imaginaire et les institutions suisses. Au cours des années 1980, le nombre de consommateurs de drogues dures par injection augmente dans tout le pays. Ces dernière-s vont progressivement se regrouper, au sein des

grandes villes, dans des lieux spécifiques, tristement connues sous l'appellation « scènes ouvertes ».

Platzspitz, le cas paroxystique des scènes ouvertes

À Zurich, c'est au cœur de la ville dans le parc Platzspitz que se créera cette zone. Rapidement dépassées

par les événements, les autorités municipales décident, à partir de 1986, de reconnaître l'état de fait, d'abandonner les interventions policières dans le parc et de tolérer une zone délimitée où la vente et la consommation peuvent prendre place librement. Seules les ambulances continuent d'affluer pour tenter de réanimer les usager·ères en overdose (1032 réanimations documentées pour l'année 1989).

Massivement médiatisé, le parc deviendra mondialement connu, surnommé *Needle Park* par *The New York Times*. Les consommateur·ices et dealers affluent alors à Zurich à la recherche de substances ou de profit.

Le tournant VIH

À l'époque, la consommation de drogues est abordée sous l'angle de la prévention, de la thérapie abstinentes et surtout de la répression. La toxicomanie constitue un stigmate puissant pour les usager·ères, affilié·es au vol, à la violence et, à partir de la seconde moitié des années 1980, à la maladie; plus spécifiquement au VIH. Entre 1984 et 1986, le consensus scientifique s'établit sur le mystérieux virus qui décime les populations gays et usagères de drogues par injection, l'instituant comme problème sanitaire mondial numéro un, dont la recherche d'antidote devient le graal de multiples équipes scientifiques autour du globe.

Entre 1985 et 1987, à Zurich, des questionnaires administrés à la population usagère révèlent des taux de séropositivité de 30 à 50 %. Pourtant, durant cette même période, la distribution de seringues est abolie et le partage du matériel d'injection entre usager·ères est courant. En effet, la problématique est perçue d'un point de vue moral et conservateur : distribuer des seringues, c'est encourager la toxicomanie, choix personnel, dont les conséquences doivent être assumées par le·a toxicomane. Néanmoins, aucun traitement efficace n'existe à l'époque (les trithérapies arriveront au milieu des années 90) et les mort·es s'empilent.

En l'absence de traitement, le seul levier possible face au virus se joue donc au niveau de la transmission. Face à cette impasse morale-sanitaire couteuse en vies humaines, les voix des travailleur·euses de terrain et des usager·ères seront enfin prises en compte. Ceci permettra un changement de paradigme fondamental dans la gestion politique de l'usage des drogues et l'apparition de la réduction des risques (RDR).

La réduction des risques

Au Plitz, le programme ZIPP-Aids (Zürcher Interventions-Pilot Projekt gegen Aids) incarnera cette nouvelle approche. Pensée spécifiquement pour diminuer les infections VIH, les autorités vont commencer à distribuer massivement du matériel de consommation stérile.

L'année 1991 représentera un pic avec 3 340 369 de kits d'injection distribués, représentant une moyenne quotidienne de 9151 kits. Le Platzspitz sera évacué en 1992, déplaçant le problème dans un autre parc, le Letten, lui-même évacué en 1995.

Les usager·ères elles·eux ne disparaîtront pas pour autant et se retrouveront encore plus isolé·e·s après la fermeture des scènes ouvertes. Depuis lors, divers espaces de consommation sécurisés (ECS) ont ouvert leurs portes et offrent des conditions dignes et sanitaires aux consommateur·ices qui n'ont pas de logements, tel Quai 9 à Genève ou l'ECS du passage à Lausanne.

La RDR ne se limite néanmoins pas à la distribution et recouvre également l'offre de traitements de substitution ainsi que le drug checking, touchant différents types de populations consommatrices. Ces divers services publics d'urgences ont été et restent un succès, réduisant massivement le nombre d'infections VIH, la criminalité liée à la consommation et les morts par overdose, tout en permettant de créer du lien avec les usager·ère·s et d'aider celles et ceux qui souhaitent arrêter leur consommation.

Néanmoins, la RDR manque aujourd'hui de moyens face à une population consommatrice qui grandit proportionnellement à la précarité générale. En témoignent la fermeture de Quai 9 l'été passé aux fumeur·ses de crack, faute d'espace pour pouvoir accueillir cette population et aux nombreux épisodes d'injections en rue documentés à Lausanne. C'est là que se joue également une difficulté pour la RDR, puisque tant qu'elle effectue bien son travail, personne ne le remarque, mais lorsque la consommation de drogues gagne en visibilité, on la critique alors qu'elle nécessite plus de moyens.

C'est l'aspect répressif, beaucoup plus visible, qui obtient des fonds quand bien même il ne sert strictement à rien, si ce n'est à repousser loin des regards la consommation.

Claus



Grève féministe nationale, Buenos Aires, 19 novembre 2016

Féminisme

À écouter

Histoire

DE GRÈVE EN GRÈVE

Fin janvier 2024, l'émission de France culture « La série documentaire » (LSD) a consacré quatre épisodes au féminisme espagnol. Elle interroge les éléments qui en font une avant-garde dans la lutte contre la domination et les violences à l'encontre des femmes et des minorités de genre.

Le podcast plonge les auditeu-ricexs dans l'histoire des féminismes espagnols, à travers la voix de militantes, chercheuses et juristes investies sur cette thématique.

Le premier volet s'ouvre sur un épisode qui, l'été dernier, a marqué les mémoires sportives et médiatiques nationales, et même internationales. Quelques semaines après avoir embrassé de force la joueuse de foot Jenni Hermoso sur la pelouse du Stadium Australia à Sydney, à la suite de la victoire de l'Espagne sur l'Angleterre en fi-

nale de la Coupe du monde féminine, Luis Rubiales, le patron du foot espagnol, annonce sa démission. Celle-ci intervient à la suite de mobilisations féministes d'ampleur dans tout le pays pour dénoncer cette agression sexuelle, qui ont rencontré un écho médiatique important. Il est par la suite démis par la FIFA de toutes ses fonctions au sein du foot national et international. Mais comment expliquer cette victoire contre la banalisation des violences sexistes et sexuelles et la culture du viol ?

Histoire d'un féminisme autonome

Des années 1970 à nos jours, les féministes espagnoles ont su construire des luttes autonomes et radicales que retrace le podcast et qui ont trouvé un nouveau souffle dans les grèves féministes qui, depuis celle du 8 mars 2018, secouent régulièrement le pays. Loin d'être le fruit d'un hasard historique, ce renouveau s'inscrit dans la continuité des mobilisations du mouvement 15-M, aussi connu sous le nom de mouvement des Indigné-es (indignados), né sur la Puerta del Sol à Madrid en mai 2011, et dans le cadre duquel des militantes se sont battues pour défendre une lecture féministe de la crise et de ses conséquences, et pour dénoncer les agressions sexistes qui avaient lieu sur le campement même.

Il puise aussi ses racines dans l'onde de choc qui a traversé le pays en 2016 après le viol collectif d'une jeune fille de 18 ans par un groupe d'hommes se surnommant « la manada » (la meute en castillan) – en marge des festivités de la Saint Firmin à Pampelune – et aux manifestations féministes qui s'en sont suivies. Des manifestations qui ont marqué le début d'une importante campagne pour une redéfinition des dispositions pénales sur le viol, qui a abouti en août 2022 à la loi *Solo si es sí*, seul un oui est un oui. Si cette dernière présente des limites et fait l'objet de différentes cri-

tiques, elle est considérée comme une exception positive dans le paysage européen pour les militantes, sociologues et juristes interrogées dans le podcast.

Enfin, au-delà de l'histoire nationale, la grève de 2018 trouve son inspiration dans celle menée en 2016 par les féministes argentines, citée à plusieurs reprises comme un exemple par les militantes.

De l'Argentine à l'Espagne... et à la Suisse ?

Par effet rebond, en 2018–2019, la grève de l'État espagnol a, à son tour, joué un rôle important dans la construction de la mobilisation en Suisse. À solidarité, en juin 2018 déjà, nous avons invité une camarade féministe espagnole pour venir présenter ses modes d'organisation et ses revendications. Par la suite, le Manifeste en 19 points des collectifs s'est en partie organisé autour des axes dégagés par nos camarades espagnoles. Cinq ans plus tard, cette série documentaire permet d'identifier, une nouvelle fois, les ponts qui unissent ces mobilisations.

D'abord, elle nous rappelle que les féminismes ne viennent jamais de nulle part mais s'ancrent dans une histoire souvent oubliée et minorisée. Dans l'État espagnol, des femmes qui s'étaient organisées au sortir du franquisme ont rencontré dans la grève celles du mouvement 15-M, ainsi qu'une nouvelle génération. En Suisse, les plus jeunes d'entre nous ont découvert, ou redécouvert, l'existence de la grève de 1991 grâce au récit des plus âgées. La transmission de la mémoire et des savoir-faire est ainsi un outil essentiel à la construction des luttes.

En Espagne, comme en Argentine, la grève s'inscrit dans la continuité de mobilisations contre les violences sexistes et sexuelles ou pour dénoncer les conséquences générées des crises néolibérales. En Suisse aussi, nous avons cherché avec cet outil à construire une praxis féministe globale et transversale. D'ailleurs, les références citées tout au long du podcast, dont l'ouvrage de Veronica Gago *La puissance féministe*, circulent également dans nos rangs.

Une série d'éléments qui indiquent qu'au-delà de l'existence d'une « avant-garde » espagnole, c'est bien une Internationale féministe qui se construit aujourd'hui autour de l'outil de la grève. Une Internationale qui a le potentiel de mener, dans de nombreux pays, des luttes d'ampleur historique.

Noémie Rentsch

LA SUISSE ET LA GUERRE D'ALGÉRIE EN DEUX BANDES DESSINÉES

Deux bandes dessinées récentes sont consacrées aux implications suisses dans la guerre d'indépendance de l'Algérie contre le colonialisme français. Des épisodes peu connus, sur lesquels reviennent Éric Burnand (ancien journaliste à la Télévision suisse romande) et Marc Perrenoud (historien).

Bien documentée, la bande dessinée *Berne, nid d'espions. L'affaire Dubois 1955-57* de Matthieu Berthod et d'Éric Burnand débute par le suicide, le 23 mars 1957, du procureur de la Confédération René Dubois. Quelques jours auparavant, la presse avait signalé l'arrestation d'un inspecteur (véreux) de la police fédérale, accusé d'avoir fourni aux services secrets français (SDECE) des rapports sur les écoutes de l'ambassade d'Égypte, sur les militant·es du Front de libération nationale (FLN) algérien et les sympathisant·es suisses de ce mouvement.

Il faut noter que le sol suisse a servi de refuge pour des figures importantes du FLN. D'abord, lorsqu'en été 1954 Berne avait vu se réunir les fondateurs du FLN pour préparer la prise d'armes du 1^{er} novembre. Par la suite, lorsque le premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella, renversé en 1965, séjourna en Suisse de 1981 à 1990.

L'Algérie et la neutralité suisse

René Dubois, juriste originaire du Locle, officier de l'armée suisse et membre du Parti socialiste, fut nommé procureur de la Confédération en juillet 1955. La guerre d'indépendance avait débuté depuis quelques mois. L'opinion publique suisse était divisée : Charles-Henri Favrod soutenait la cause indépendantiste dans les colonnes de la *Gazette de Lausanne*; la *Feuille d'Avis de Neuchâtel* et le *Nouvelliste du Rhône* défendaient avec force « l'Algérie française ».

L'antenne suisse du SDECE, dirigée par le colonel Mercier, « attaché commercial » à l'ambassade de France, surveillait de près les militant·es du FLN et leurs soutiens suisses. Grâce aux relations établies avec René Dubois – le Parti socialiste SFIO dirige alors le gouvernement français et soutient la guerre coloniale – l'ambassade d'Égypte (pays ami du FLN) fut mise sous écoute. Mais

Dubois se retrouva dans le viseur du service de renseignements de l'armée suisse opposé à sa nomination et de la CIA qui misait sur une décolonisation de l'Algérie, favorable aux compagnies pétrolières US. Les fuites dans la presse visaient à discréditer et à neutraliser Dubois.

En se suicidant, René Dubois a servi opportunément de fusible pour dissimuler les violations de la neutralité suisse commises dans les relations avec le SDECE. Un an plus tard, son supérieur hiérarchique, le conseiller fédéral PAB Markus Feldmann, décéda subitement. Ce fut l'occasion d'un tournant de la politique suisse sur la question algérienne.

Les bons offices de la Suisse dans les négociations franco-algériennes

La francophilie de Markus Feldmann et de René Dubois n'était pas forcément partagée au sein du Conseil fédéral, notamment par le ministre des Affaires étran-

À LIRE

- Marc Perrenoud et Dimitri Viglietti, « Neuchâtel, une étape vers la paix en Algérie (1960-1962) », *Revue historique neuchâteloise* (RHN), n° 1/2 (2022), pp. 97-118
- Marc Perrenoud, « La Suisse et les accords d'Évian : la politique de la Confédération à la fin de la guerre d'Algérie », *Migrations, relations internationales et seconde guerre mondiale*. Neuchâtel, Alphil, 2021, pp. 341-386

gères, le radical neuchâtelois Max Petitpierre. Ce dernier, auquel on ne saurait dénier la clairvoyance, était d'avis que l'ère des empires coloniaux était passée et que, pour empêcher un basculement des (nouveaux) pays indépendants dans la sphère d'influence de l'Union soviétique ou de l'Égypte nassérienne, la Suisse se devait de contribuer à une solution politique du conflit franco-algérien et au développement des pays décolonisés (création du Service, devenu Direction, de la coopération au développement).

Max Petitpierre cautionna donc les contacts établis notamment par le diplomate Olivier Long entre la France et les indépendantistes algériens (négociations de Melun, en 1960, puis en deux temps à Evian en 1961 et en 1962, qui débouchèrent sur un cessez-le-feu en Algérie, en mars 1962, puis sur l'indépendance de ce pays).

Tous ces épisodes sont bien relatés dans la bande dessinée *Le long chemin jusqu'aux accords d'Évian. Souvenirs de Suisse (1960-1962)* et dans les articles auxquels a collaboré Marc Perrenoud.

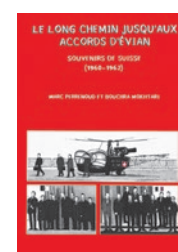
Hans-Peter Renk

Pour commander la BD *Le long chemin...* : marc.perrenoud56@gmail.com

Une case de la bande dessinée *Berne, nid d'espions. L'affaire Dubois 1955-57*



Matthieu Berthod (dessin), Éric Burnand (scénario), *Berne, nid d'espions. L'affaire Dubois 1955-1957*. Lausanne, Antipodes, 2023



Marc Perrenoud et Bouhra Mokhtari, *Le long chemin jusqu'aux accords d'Évian. Souvenirs de Suisse (1960-1962)*, préface de Jean Mayerat. Alger, Éditions Barzakh, 2023



Rassemblement de célébration du 2^e anniversaire de la révolution d'octobre.
Au centre: Lev Kamenev, Lenine et Léon Trotsky. Place Rouge, Moscou, 7 novembre 1919.

Histoire **International** **En mouvement** **Formation**

L'ÉTAT, LA RÉVOLUTION... OU LE STALINISME?

Faut-il renvoyer le personnage de Lénine et son œuvre politique dans les poubelles de l'histoire? Ou mérite-t-il encore un intérêt dans une perspective révolutionnaire?

S' il fallait retenir une publication de Lénine pour son actualité, ce serait certainement l'ouvrage *L'État et la révolution*.

Rédigé au début de l'année 1917 mais publié après la révolution d'Octobre, il résume parfaitement le projet révolutionnaire initial proposé par Lénine. En le rédigeant, Lénine va aborder une des questions-clés de toute révolution. Par quoi remplacer l'ancien pouvoir, quelles seront les nouveaux organes de décision?

Sa lecture peut servir à réinvestir un débat stratégique, loin d'un volontarisme abstrait (« *il faut faire la révolution* ») ou d'une résignation alimentée par la multitude d'échecs historiques et la détérioration des rapports de force de classe dans la plupart des pays ainsi qu'à l'échelle internationale. Il faudrait saisir ces propos comme une boussole pour l'action et la conquête du pouvoir dans une issue révolutionnaire, plutôt que comme une suite de recettes à réchauffer au micro-ondes.

Communisme = pouvoir autoritaire?

Les détracteur-ices de la révolution russe, à gauche comme à droite, présentent fréquemment les orientations de Lénine comme étant à l'origine du stalinisme et de l'échec du projet révolutionnaire. Ces commentateurs n'ont jamais lu *L'État et la révolution*.

Le projet n'était absolument pas « un communisme de guerre » ni une dictature autoritaire. La question du pouvoir à renverser et du nouveau pouvoir s'appuient sur l'analyse de Marx après l'expérience de la Commune de Paris.

Pour Lénine, il ne s'agit pas d'occuper l'État bourgeois, car avec son caractère de classe, ses structures essentielles se consacrent à défendre la bourgeoisie et la propriété privée de l'économie. L'État représente la dictature de classe de la bourgeoisie et ses alliés.

C'est d'ailleurs ce même rôle qu'il incarnait en Russie après la chute du tsar et la proclamation d'une république. La forme changeait, de nouvelles institutions et

droits apparaissaient, mais le fond demeurait : défendre les industriels et les propriétaires terriens, continuer la guerre impérialiste.

Révolution = dictature?

Détruire cet État signifie détruire le pouvoir politique des possédant-es. À la place, la révolution verra un nouveau pouvoir s'établir, celui des ouvrier-es et des paysan-nes, avec une autre forme politique, un État ouvrier, une nouvelle Commune, une nouvelle association. Par antithèse, ce nouvel État représente la dictature des nouvelles classes dominantes sur les anciennes. Car il s'agit d'une révolution, pas d'un remaniement ministériel ! Le terme « dictature du prolétariat » ne décrit pas la forme du pouvoir, mais son fondement de classe.

Les « démocrates » s'insurgent. Parler de dictature ne peut que conduire au totalitarisme. Admettons que le terme ne soit plus pertinent. Nous pouvons le remplacer par d'autres, « commune », « ZAD »... Ce qui importe c'est le pouvoir qu'il décrit. Ce n'est pas

un pacte de collaboration de classe, ni une alliance institutionnelle inter-classiste. C'est le dépouillement du pouvoir politique et économique de la bourgeoisie et de ses alliés petit-es-bourgeois-es.

Une fois cette mise au point stratégique décrite, il faut examiner d'autres critiques. Tout projet révolutionnaire porte-il le germe de l'intolérance autoritaire? La répression n'est-elle pas favorisée, même dans le camp révolutionnaire?

La responsabilité de la contre-révolution

Toute révolution prolétarienne a vu se lever une violence destructrice de la part des anciennes classes dominantes, pour rétablir l'ordre antérieur. Cette réaction n'avait pas de limites, le prix en destructions et en morts importait peu.

La guerre civile déclenchée par les ex-généraux tsaristes, et puisamment soutenue par les pays impérialistes « démocrates » en termes matériels et financiers, va empêcher la jeune révolution de pouvoir construire son projet initial en faveur des opprimés-es.

Pour défendre la révolution, une situation de guerre dramatique va s'installer durant quatre terribles années. Le « communisme de guerre » n'était rien d'autre qu'une économie de survie. Les restrictions, la famine, la violence, voilà ce qui restait à partager, le pays héritant en plus des destructions de trois années précédentes de guerre impérialiste. Ce n'était pas exactement le cadre souhaité pour construire une nouvelle société. La responsabilité des forces contre-révolutionnaires est écrasante dans l'émergence des racines du stalinisme.

Lénine pensait que rapidement, la révolution s'étendrait à d'autres pays européens, soulageant du poids de la contre-révolution, et élargissant les capacités du camp révolutionnaire. Il ne pouvait prévoir que les défaites, en particulier en Allemagne, des forces communistes allaient isoler les Républiques soviétiques, et s'ajouter aux conséquences de la guerre civile. Le drame allait continuer.

José Sanchez

SA 16 MARS
CYCLE DE FORMATION
DE SOLIDARITÉS

Le parti et la stratégie politique

Intéressé-e mais pas membre?

Envoie juste un mail à :
secretariat-vd@solidarités.ch

14h salle de réunion du
restaurant Le Milan, Lausanne

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal **solidarités** - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

431

9 02
2024

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste **solidarités**, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant·e·s, AVS, AI Chômeurs·euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

Sommaire

3

Votations
l'AVS n'a pas besoin d'être sauvée

4-5

Agriculture
Tejoignons les agriculteur·ices en colère

6

Genève
Le Fil Rouge
Avis de tempête sur le front du Grand conseil genevois!

7

Vaud
Lieu sans projets et projets sans lieu
Neuchâtel
Les Bourla-Papey nyonnais

8

Racisme
Une gauche sioniste ?
L'exception Allemande à Bab al-Mandeb ?

9

International
Yémen: justice internationale à Bab al-Mandeb ?

10-11

International
Capitalisme et trafic de drogue en Équateur: deux faces d'une même médaille

12

Santé
La mort comme condition de prise en charge

13

Féminisme
De Grève en grève

14

À lire
La Suisse et la guerre d'Algérie en deux bandes dessinées

15

Formation
L'État, la révolution... ou le stalinisme ?

